Burundi : une ONG contre la corruption dénonce la situation économique

RFI,Â 27-04-2017 Il y a deux ans, le Burundi commenÃ§ait Ã sombrer dans une grave crise politique suite Ã la dÃ©cision du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat obtenu quelques mois plus tard. Dans un communiquÃ© paru hier, lâ€™ONG burundaise lâ€™Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (Olucome) dresse un effrayant bilan socio-Ã©conomique de ces deux ans de crise.Â [PhotoÂ : Gabriel Rufyiri, prÃ©sident de l'Olucome.]

En deux ans, le pays a dÃ©gringolÃ© dans lâ€™ensemble des classements internationaux comme le PIB, lâ€™indice de dÃ©veloppement humain, la bonne gouvernance et mÃªme lâ€™indice mondial du bonheur oÃ¹ il occupe dÃ©sormais lâ€™avant-dernière place. L'Olucome interpelle les chefs d'Etat de la CommunautÃ© des Etats d'Afrique de l'Est qui doivent se rÃ©unir le 10 mai afin qu'ils forcent les acteurs de la crise Ã nÃ©gocier pour que la stabilitÃ© revienne au Burundi. Gabriel RufyiriÂ : Â«Â Que Ã§a soit au niveau de la dÃ©mographie, au niveau des droits de lâ€™homme, du taux de chÃ´mage, tout est bloquÃ© au pays. Trouver un mÃ©dicament spÃ©cial au Burundi, câ€™est quasi impossible. La bourse des Ã©tudiants a Ã©tÃ© coupÃ©e. Avant 2015, on avait huit sociÃ©tÃ©s pÃ©troliÃ¨res. Il ne reste que deux sociÃ©tÃ©s pÃ©troliÃ¨res. Les hÃ´tels aujourd'hui voient leur chiffre dâ€™affaires chuter Ã plus de 50%. Le pouvoir dâ€™achat des citoyens a sensiblement diminuÃ©, mais paradoxalement le gouvernement augmente de jour en jour les taxes. Il nâ€™y a aucun projet au pays qui est en perspective. Câ€™est Ã§a en fait qui nous dÃ©range. Il suffit seulement de regarder dans le budget de lâ€™Etat. Le budget de lâ€™Etat, câ€™est un budget de consommation au lieu en fait dâ€™avoir un budget dâ€™investissements.Â Â»

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});